

Migrer, absolument

Jamais, depuis la seconde guerre mondiale, autant de gens n'ont quitté leur pays de naissance. L'Europe en attire beaucoup. Il lui faut, d'urgence, une stratégie sur l'immigration



Lampedusa (Italie), mars 2011. OLIVIER JOBARD/MYOP POUR « LE MONDE »

L'avertissement le plus sérieux est venu du nord. Aux élections législatives suédoises, en septembre, la droite xénophobe a recueilli deux fois plus de voix qu'en 2010, passant de 5,7 % à 12,9 % des suffrages. Après les Pays-Bas et le Parti pour la liberté de Geert Wilders, la France et son Front national, la Grande-Bretagne et l'ascension fulgurante du UKIP, la Suède, à son tour, est touchée par le rejet de l'immigration. La Suède, havre de tolérance et d'équilibre, la Suède et son hospitalité exemplaire, la Suède qui a accueilli plus de réfugiés syriens que n'importe quel autre pays européen succombe, elle aussi, au sentiment de saturation.

Où iront-ils, alors ? Le monde compte aujourd'hui 51,2 millions de personnes déplacées, un chiffre supérieur à 50 millions pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale. Riche et paisible, l'Europe est confrontée à une vague sans précédent d'immigration clan-

destine. Chaque jour, dans ses aéroports, atterrissent des candidats à l'exil, souvent munis de faux visas. Chaque jour ou presque, sur ses rives sud, débarquent ces boat people du XXI^e siècle, poussés sur la Méditerranée par la guerre ou la misère, entassés sur des embarcations précaires par d'impitoyables réseaux de passeurs, négriers des temps modernes.

Défi

Parfois ces barques chavirent, et c'est le drame. La Méditerranée a englouti plus de 4 000 personnes depuis un an. La marine italienne en a sauvé 140 000. Mais plus elle en sauve, plus ils sont nombreux à se jeter à la mer. A Bruxelles, les stratèges de l'Union européenne observent de loin ce tragique spectacle, impuissants à élaborer, précisément, une stratégie commune.

Légale ou clandestine, l'immigration est pourtant, avec l'économie, le plus gros défi qui se pose à l'Europe. Fernand Braudel la disait

« inéluctable » et l'histoire le prouve, en particulier l'histoire du continent européen, terre d'émigration massive il y a encore un siècle. Notre évolution démographique et celle du continent africain, à fronts renversés, vont faire des migrations un phénomène constant pendant encore des décennies. Comment faire en sorte que l'immigration puisse être perçue comme faisant partie de la solution plutôt que du problème ?

Dans ce nouveau numéro d'« Europa », plusieurs grands journaux européens ont mis en commun les expériences et les regards de leurs pays respectifs sur cette question. De l'odyssée des réfugiés, dont les périls de la Méditerranée ne sont qu'un épisode, à – plus souvent qu'on ne le croit – l'intégration réussie dans des sociétés qui seraient incomplètes sans eux, la vie des immigrés fait partie de celle des Européens. Qui eux-mêmes migrent à leur tour. Inéluctablement. ■

SYLVIE KAUFFMANN

**L'ODYSSÉE DES CLANDESTINS
DES PLAGES LIBYENNES
AU HAVRE SUÉDOIS**

LIRE PAGES 2-3

**L'ÉCONOMIE DE L'IMMIGRATION
LOGIQUE DÉMOGRAPHIQUE ET
LOGIQUE DE L'EMPLOI**

LIRE PAGES 4-5

**ALLERS-RETOURS
L'ALBANIE, ELDORADO
DES ITALIENS**

LIRE PAGE 7



Zarzis (Tunisie), mars 2011. OLIVIER JOBARD/MYOP



Partir : Tripoli, ses plages, ses périls

L'instabilité en Libye facilite les départs clandestins. Mais les préparatifs sont longs, la traversée chère et meurtrière

TUNIS, TRIPOLI - Envoyés spéciaux

Amarré dans le port de Tripoli, un gros Zodiac noir oscille au gré de la houle. Les gardes-côtes l'ont découvert dérivant au large, sans moteur, vide des migrants somaliens qui s'y étaient embarqués. Ils n'ont trouvé à bord que leurs effets personnels : passeports, cartes d'identité, téléphones, billets de banque et photos de famille. Pour les gardes-côtes, la trouvaille a été amère. « Nous connaissons certains d'entre eux, nous les avons déjà interpellés, explique un officier qui a requis l'anonymat. Je suppose qu'ils sont morts, parce que, si un bateau les avait recueillis, ils n'auraient pas abandonné leurs affaires. »

De telles scènes se répètent chaque jour au long des 1 800 km de côtes libyennes. Les cadavres et embarcations échoués sur les immenses plages témoignent du coût humain du flux d'émigrants qui tentent de traverser la Méditerranée depuis la Libye. La guerre et l'absence d'Etat de droit ont fait du pays un gigantesque entonnoir qui attire les migrants d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient désireux de gagner l'Europe.

En dépit des risques, des dizaines de milliers de candidats tentent leur chance. Pour gagner le prix de son passage en bateau, un jeune Ghanéen de 19 ans garnit les rayons d'un supermarché de Tripoli. Il refuse de donner son nom, mais explique qu'il a quitté le Ghana il y a un

an, après la mort de sa mère, et qu'il a dépensé tout son argent pour venir à Tripoli. Il a dû marcher plusieurs jours dans le désert en portant trois bidons de 7 litres d'eau pour ne pas mourir de soif. « Il faut que j'arrive en Europe, dit-il. C'est le seul moyen d'aider ma famille. »

Les filières clandestines représentent en Libye un business très organisé et extrêmement rentable. Elles proposent deux types de service. Les migrants les plus riches, souvent des Syriens, paient 5 000 dollars pour un passage en Zodiac vers la France, un trajet plus long que la traversée vers l'Italie, mais plus sûr car il évite les patrouilles navales. Pour les autres, ce sera 1 000 dollars pour prendre place à bord d'un bateau de pêche bondé. « Comme tout le monde, je préférerais aller directement en France, mais je n'ai pas l'argent », regrette Mohammed, un jeune Syrien qui a fui les combats à Damas et loge dans un petit hôtel de Tripoli en attendant de trouver une place sur un bateau.

Des milliers de candidats à l'émigration sont retenus dans les 19 centres de détention répartis sur le territoire libyen. Les conditions sont souvent déplorables : Human Rights Watch a évoqué le cas de détenus enfermés dans des conteneurs, recevant de la nourriture avariée et battus à la moindre incartade.

Les Erythréens forment le groupe de migrants le plus important à Tripoli. Les membres de la classe moyenne du pays fuient le régime du président Issayas Afewerki. Des compatriotes installés en Europe leur envoient par Western Union l'argent pour le voyage, le loge-

ment et la traversée de la Méditerranée. A Tripoli, l'église catholique Saint-François a ouvert à l'intention des Erythréens chrétiens un dispensaire où sont accueillies en priorité les femmes enceintes qui craignent d'être arrêtées si elles vont à l'hôpital. « Pourquoi sont-elles si nombreuses enceintes ? Parce que, dans ces circonstances, explique la sœur espagnole Inma Moya, si vous êtes une femme, vous ne pouvez voyager que sous la protection d'un homme. Alors elles entreprennent leur périple avec un homme et tombent enceintes. »

Les cadavres et les embarcations échouées rappellent le coût humain du flux d'émigrants

Tripoli est le point de ralliement des migrants, mais les passeurs, eux, préfèrent opérer à l'extérieur. Ils embarquent les migrants à Zouara, près de la frontière tunisienne, à 80 km à l'ouest de la capitale, ou à Garabulli, une longue plage à une soixantaine de kilomètres à l'est. Zouara est proche de la Sicile, à 500 km à peine au nord. Et la plage de Garabulli

est séparée de la route côtière par de petites collines qui dissimulent les migrants aux yeux des patrouilles.

La marine italienne patrouille au large des côtes, repêche les noyés et intercepte les embarcations. Craignant d'être arrêtés lors d'un de ces contrôles, beaucoup de passeurs confient le bateau aux migrants eux-mêmes. « Ils donnent les clés à l'un des passagers, explique Ben Suleiman, commandant en second de la 20^e compagnie d'appui, une milice qui trie et fiche les migrants dans le centre de détention installé dans le zoo de Tripoli. Ces gens partent en mer sans aucune formation. »

En août, face au nombre croissant de noyés en mer, l'agence européenne chargée de surveiller les arrivées aux frontières de l'Union, Frontex, a annoncé qu'elle fournirait un soutien à la marine italienne. Mais les navires de guerre ne peuvent être partout à la fois. Les gardes-côtes estiment que les passeurs pourraient transporter trois ou quatre fois plus de migrants s'ils disposaient des embarcations nécessaires. La plupart des bateaux, cependant, n'effectuent qu'une seule traversée, et il est de plus en plus difficile d'en dénicher de nouveaux. En Libye, les constructeurs de bateaux se plaignent : la guerre civile a interrompu les livraisons de bois égyptien. C'est, pour l'heure, l'un des rares facteurs susceptibles de ralentir l'afflux de migrants en provenance des côtes africaines. ■

CHRIS STEPHEN ET TOM WESTCOTT
(THE GUARDIAN)

Le rêve déçu de Babacar Diagne

Parti du Sénégal en 2002, il n'a trouvé en Europe que des boulots de misère. Il est de retour à Dakar, plus pauvre qu'avant

DAKAR - Envoyé spécial

Les sandales couvertes de sable, quelques habits trempés dans un sac en plastique, Babacar Diagne, 43 ans, revient du travail. Il est resté en mer dix heures, une journée comme beaucoup d'autres. Une journée sans un seul poisson.

La plage de Soumbédioune, le plus grand quartier de pêcheurs de Dakar, tel est le cadre de sa vie nouvelle, de sa vie ancienne. Il l'avait quitté voici douze ans pour partir en Europe et réaliser un rêve. « A l'époque, j'y croyais beaucoup, dit-il. L'Europe, le paradis. »

Il est rentré au Sénégal depuis deux ans. Il a toutes les raisons de le dire : le rêve n'était qu'un rêve. Aux bruits de klaxons se mêle l'appel d'un muezzin, et Babacar raconte comment il est allé en Europe, puis en est revenu. C'était en 2002. Grâce à une lettre d'invitation de sa sœur, qui vivait alors en Belgique, il a obtenu un visa de deux semaines. Il a pris l'avion pour Bruxelles, a vu sa sœur et a laissé passer la date de retour, préférant partir travailler en Italie, comme tant d'autres Sénégalais dont il avait entendu parler. Il est arrivé à Gênes et, dans une ruelle médiévale où bien des Italiens

ne mettent jamais les pieds parce que seuls des Africains y vivent, la Via di Prè, il a loué une chambre. Un lit, plutôt : 250 euros de loyer pour une pièce qu'il partageait avec cinq autres Africains. 1 500 euros au total pour une chambre. Le marché immobilier est tendu en Italie, mais les propriétaires ne procèdent de façon aussi brutale qu'avec les migrants.

Pour gagner de l'argent, Babacar a essayé la vente à la sauvette. Il a acheté des sacs et des lunettes de soleil à des semigrossistes de Naples. Des contrefaçons de produits de marque, Gucci, Armani, qu'il cherchait à vendre aux promeneurs sur le port. Il avait des dizaines de concurrents, les badauds s'arrêtaient rarement devant le drap sur lequel il disposait sa marchandise. A la moindre alerte, il fallait replier le drap et s'enfuir, sinon la police confisquait son stock, l'équivalent de plusieurs centaines d'euros.

Il aurait voulu envoyer régulièrement de l'argent à Dakar, comme ses proches l'espéraient. Mais il a déçu leurs attentes. Certains mois, ce sont ses parents et amis qui, depuis Dakar, ont dû envoyer de l'argent pour qu'il paie son loyer.

Pourtant, il refusait l'idée que son rêve d'Europe puisse échouer. Parti pour la Corse, il a fait la plongée et le ménage dans

un restaurant, de 8 heures à 14 heures et de 16 heures à 23 heures. Lorsque le patron a appris que Babacar était pêcheur, il lui a demandé de l'accompagner sur son bateau entre 14 heures et 16 heures, pour remonter les filets. « Je n'avais plus de pause », dit-il. Et à la fin du mois, il n'avait pas beaucoup plus d'argent qu'à Gênes. Il est donc revenu en Italie, a travaillé de nuit comme manutentionnaire dans un grand magasin de Florence. Là encore, l'argent suffisait tout juste à finir le mois. A cela s'ajoutait l'ambiance dans les rues : « Les Italiens ont changé, expliquait-il. Il y a quelques années, les gens vous aidaient encore. Aujourd'hui, l'atmosphère est beaucoup plus hostile. »

L'envie de partir

Il a fini par s'avouer que l'Europe n'était pas ce qu'il s'était imaginé. Il a économisé 450 euros pour un aller simple à destination de Dakar, via Madrid. De toute façon, il ne comptait pas rester en Europe : au début, il pensait qu'avec l'argent économisé à l'étranger, il s'offrirait sa propre pirogue, une belle maison, une voiture, et qu'il enverrait ses enfants dans de bonnes écoles.

Le voilà de retour. Il n'a ni pirogue, ni belle maison, ni voiture, et la pêche est

devenue plus difficile qu'autrefois. Avant, sur cette plage, il n'y avait que quelques dizaines de pirogues. Elles sont aujourd'hui des centaines à traquer les bancs de sardines. Des bateaux de pêche étrangers, au large de la côte sénégalaise, ont pratiquement vidé la mer de ses poissons, ce qui a contraint quelques milliers de jeunes hommes à émigrer vers l'Europe. Le gouvernement a retiré leur licence à quelques chalutiers étrangers et les ressources halieutiques se reconstituent. Mais rentrer bredouille est la règle plus que l'exception. Et même s'il remonte quelques kilos de sardines, il ne reçoit qu'une petite part du bénéfice : il n'est qu'un des trois auxiliaires du propriétaire de la pirogue.

Aucun doute : son statut social s'est dégradé par rapport à 2002, lorsqu'il est parti pour l'Europe. « Quand on revient, les gens nous regardent avec mépris », dit Babacar. Deux de ses tantes lui ont lancé : « Que viens-tu faire ici, pourquoi n'es-tu pas en Europe ? D'autres y sont arrivés, regarde leurs belles maisons. » Il sent souvent, aux regards que les gens lui jettent, qu'ils le tiennent pour un raté.

Il regarde les pirogues qui reviennent sur la plage. La mer, devant la côte sénégalaise, est sévèrement surveillée. Les

gardes-côtes, avec le soutien de l'Union européenne, tâchent d'intercepter ceux qui tenteraient de rejoindre les Canaries, ce poste avancé de l'Europe. Cela n'entame en rien l'envie de partir : les jeunes gens cherchent d'autres itinéraires. Comme la voie terrestre, à travers le désert de Mauritanie, vers le Maroc et Gibraltar, un chemin à peine moins risqué que la mer. « Je n'arrête pas de leur répéter, à ces jeunes : "Restez ici, vous ne savez pas ce qui vous attend, dit Babacar. Vous allez souffrir." Mais ils ne me croient pas. Ils pensent ce que je pensais à l'époque : que le paradis nous attend en Europe. »

Désormais, il se sent entre les deux mondes : l'Europe, où son rêve a échoué, et le Sénégal, où on le regarde de travers parce que son rêve a échoué. Alors il cherche un nouveau projet. « Si j'avais ma propre pirogue et un hors-bord, je resterais, dit-il. Ça ne fait aucun doute. Mais c'est sans espoir. » Quelle serait l'alternative ? « Je repartirai, dit-il. Je suis prêt. Mais pas en Europe. » Où, alors ? Peut-être aux Etats-Unis, dit-il, en Australie ou au Royaume-Uni. Ce sera certainement mieux. Qu'est-ce qui le lui fait penser ? « J'y crois, dit-il. J'ai déjà entendu deux ou trois choses là-dessus. » ■

TOBIAS ZICK (SÜDDEUTSCHE ZEITUNG)



Trois images extraites de la série « Exil/Exit », d'Olivier Jobard. De gauche à droite : Sangatte (Pas-de-Calais), mars 2002 et octobre 2002. Paris, janvier 2009. OLIVIER JOBARD/MYOP

Passeurs et mafieux

Selon l'ONU, la traite des migrants rapporte chaque année 7 milliards de dollars

Version macabre et clandestine de l'agent de voyages, ils facilitent la fuite aux désespérés, dans des conditions inhumaines, contre des sommes exorbitantes. Ces contrebandiers qui font de l'or avec le trafic de migrants et de réfugiés sont les esclavagistes du XXI^e siècle. Les conflits en Syrie ou en Erythrée, l'instabilité en Libye ont multiplié le nombre de personnes qui veulent gagner l'Europe. La maxime léniniste « Plus ça va mal, mieux ça va » s'applique à la lettre à ces mafias : plus il y a de guerres et de famines, plus nombreux seront les clients. Plus la *patera* (barque) est pleine, plus gros seront les bénéficiaires. Et plus les entrées en Europe sont verrouillées, plus le clandestin a besoin du trafiquant.

Frontex, l'agence de l'Union européenne pour le contrôle des frontières extérieures, estime que plus de 160 000 clandestins ont rejoint les côtes de l'Europe – dont 80 % le sud de l'Italie – depuis le début de l'année. Le double du nombre de migrants arrivés en 2011, année record en raison des « printemps arabes ». L'agence calcule que, pour une embarcation interceptée récemment avec 450 personnes à bord, le chiffre d'affaires avoisine un million d'euros. L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime a chiffré début octobre ce que la traite de migrants rapporte aux réseaux de passeurs : 7 milliards de dollars par an sur les deux plus grandes routes du trafic dans le monde, d'Afrique vers l'Europe et d'Amérique du Sud vers le Nord. « On observe une tendance à la hausse de la traite de migrants, dans le monde entier », a déclaré Yuri Fedotov, directeur de l'agence onusienne.

« Jamais auparavant, dans l'histoire des Nations unies, nous n'avons connu un aussi grand nombre de réfugiés, de déplacés inté-

rieurs et de demandeurs d'asile », a récemment déclaré le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon. Jamais non plus les affaires n'ont été aussi florissantes pour ceux qui font du trafic de personnes leur profession.

Les routes, les tarifs, les noms mêmes des trafiquants sont connus. Une vingtaine d'entretiens avec des Syriens arrivés depuis peu en Suède aident ainsi à retracer le rôle joué par les mafias dans la traversée. Les passeurs font monter les migrants dans des bateaux surchargés et les abandonnent à leur sort ; les laissent seuls en pleine nuit dans des bois qu'ils doivent traverser en courant. Dans le meilleur des cas, les clandestins connaissent la faim, la soif, la peur. Dans le pire, ils servent d'otages, sont torturés et les femmes sont réduites à l'esclavage sexuel.

Une fois sur le continent européen, les réseaux mafieux les entassent dans des appartements sordides, aux mains des marchands de sommeil. Transportés d'un lieu à l'autre, voyageant en camion, comme du bétail, ou dans des autocars tous rideaux tirés. A moins qu'on ne les fasse monter dans un train, faux passeport en main, en leur conseillant de prier pour n'être pas contrôlés.

Il n'est pas difficile de repérer les passeurs. Tous les clandestins savent comment trouver le *mujarreb*, mot générique en arabe qui surgit sans cesse dans leurs conversations. Viennent ensuite les spécialités : il y a le capteur, le facilitateur, le transporteur et le logeur. « On a affaire à des filières pour lesquelles un grand nombre de gens travaillent. Organisés par nationalités, ils sont passés maîtres dans l'art de falsifier les papiers », explique un policier espagnol. Au Liban, en Turquie, au Caire, à Milan, à Athènes, on les aperçoit dans les gares de chemins de fer et routières, ou sur la côte. « Ils sont très professionnels », assure Souad, enseignante sy-

rienne arrivée en *patera* en Europe. « Notre mujarreb prenait des routes secondaires, s'enfonçait dans les bois. Tous les 300 kilomètres, nous faisons halte dans une maison inhabitée où on nous donnait de l'eau et un sandwich. Toujours le même. » Le prix du voyage pour elle, son mari et son fils : 40 000 euros.

Le malheur des Syriens, aisés pour nombre d'entre eux, est une mine d'or pour les mafias. L'exode syrien résume les contradictions du système. Car, selon la loi, les réfugiés ne peuvent demander l'asile politique qu'une fois sur le sol européen. « C'est une perversion kafkaïenne, puisqu'il n'existe pratiquement aucun moyen légal pour eux de

Plus les entrées en Europe sont verrouillées, plus le clandestin a besoin du trafiquant

gagner l'Europe, note Michael Diedring, secrétaire général du Conseil européen pour les réfugiés et exilés (CERE). Le résultat, ce sont des milliers de morts, de gens traumatisés et des millions d'euros dans les poches du crime organisé. »

Dans l'enclave espagnole de Melilla, sur la côte nord-ouest de l'Afrique, Syriens et Sahariens racontent leur périple devant le centre temporaire d'hébergement de migrants. Certains ont mis des mois, d'autres une année ou plus. Ils ont déboursé entre 500 et 2 000 euros. Ils sont arrivés en *pateras* ou ont franchi la frontière avec de faux passeports. Tous ont eu besoin d'un mafieux pour arriver là.

L'une des clés du succès des réseaux de trafiquants, c'est qu'ils s'adaptent aux changements. Ainsi, le long de la frontière avec la Turquie, la Grèce a érigé 12 kilomètres de clôtures et déployé plus de policiers, ce qui a réduit le nombre de passages de clandestins. Idem pour la frontière entre la Turquie et la Bulgarie. Mais Frontex note une forte hausse de migrants qui tentent de passer de Serbie en Hongrie.

Meron Estefanos connaît bien le *modus operandi* des mafias, surtout celles qui font du trafic d'Erythréens, ses compatriotes, les plus nombreux à gagner les côtes de l'Europe. Naturalisée suédoise, elle anime depuis Stockholm une émission de radio, très suivie en Erythrée, dans laquelle elle prévient les candidats à l'émigration des périls qui les attendent. En cas de danger, ils peuvent appeler. Son téléphone sonne sans cesse. Quand les *pateras* font naufrage, Meron Estefanos alerte la marine italienne, qui lance les opérations de sauvetage. « Désormais, les Italiens sauvent à peu près tout le monde, rapporte-t-elle. Du coup, les trafiquants rattachent plus de personnes dans de petites barques, en sachant que l'on va probablement les secourir. Le négoce est devenu plus rentable. » ■

ANA CARBAJOSA (EL PAIS)

ELISE VINCENT (LE MONDE)

En Suède, le refuge

Logement, formation, cours de langue : Russom, Erythréen, reprend espoir

ANGE (SUÈDE) – Envoyé spécial

Demain soir, Russom achètera dix bougies, trois bouteilles de bière pour ses amis et du jus d'orange, du lait et du miel pour lui. Avec les quatorze âmes que compte la communauté érythréenne du village d'Ange, il célébrera un anniversaire tragique et heureux à la fois. Russom allumera les bougies et prononcera le nom de ses amis naufragés et disparus. Ensuite, à l'issue des prières, au cœur de cette forêt d'arbres destinés à la fabrication de meubles, il tentera de chasser ses cauchemars en offrant à chacun de la bière. « Il n'y a pas un jour où je ne pense au 3 octobre, dit-il. Je me revois dans la mer, entouré de noyés, me débattre et appeler au secours. Parfois, j'en ai même des vertiges. »

La pluie crêpite sur les vitres. A six heures du soir, les 300 habitants d'Ange sont déjà au chaud, derrière leurs fenêtres éclairées. Nous sommes au centre de la Suède, à 45 kilomètres au nord de la petite ville d'Ostersund. Le long voyage de Russom s'est achevé ici. « Je suis parti d'Asmara en juin 2013. J'ai traversé le désert à pied, passé quatre jours à Khartoum, deux mois en Libye. Puis encore deux mois à Lampedusa. A Rome, je me suis échappé. Et, grâce à Dieu, personne ne m'a arrêté. J'ai rejoint Francfort en train puis Stockholm en bus. A mon arrivée, j'ai déposé une demande d'asile politique. »

Cette maison de bois clair, c'est le gouvernement suédois qui la paye. Il y partage deux pièces avec ses amis Amanios, Tesfamariam et Zerai. Il dispose aussi d'une carte gratuite pour les transports en commun. « J'aime l'Italie, dit-il. Ce jean, je l'ai acheté à Rome. Erythréens et Italiens sont amis. Mais dans ton pays, j'aurais fini sous les ponts. »

Nous nous sommes rencontrés à Lampedusa, près du centre d'accueil, le 4 octobre 2013. Russom était passé sous le grillage et allait vers le village. « J'ai faim », répétait-il en anglais à ceux qui l'interrogeaient sur le naufrage. Devant son premier canolo, il semblait aussi méfiant que reconnaissant. « Les Libyens nous ont contraints à embarquer à coups de bâton, racontait-il. Ils étaient armés. On était trop nombreux à bord. Lorsque nous sommes arrivés devant les côtes italiennes, personne ne nous voyait. Le capitaine a mis le feu à une couverture imbibée d'essence. Ça a été la panique, l'embarcation a chaviré. J'ai été un des premiers à tomber à l'eau. »

Chaque matin, Russom se lève à 6 h 45. Il étudie le suédois cinq jours par semaine à l'école pour immigrés de Krokum, à 40 minutes en bus. Il doit apprendre la langue pour ne pas perdre le droit à l'allocation mensuelle de secours d'environ 230 euros. En Erythrée, il était soumis à la conscription permanente, alors il s'est enfui. Ici, il rêve de devenir conducteur de bulldozer. Le samedi, il assiste à la messe à l'église orthodoxe d'Ostersund. Le dimanche, il passe presque toute la journée à la gare routière où se croisent les habitants des villages environnants, migrants comme Suédois. Et devant la gare, le centre commercial offre le Wi-Fi gratuit. Grâce à Facebook, Russom reste en contact avec les autres rescapés du naufrage, dont plusieurs vivent près de Stockholm.

58 000 demandes d'asile

Un an après la catastrophe du 3 octobre 2013, au cours de laquelle 366 migrants se sont noyés devant Lampedusa, on estime que 4 000 migrants supplémentaires sont morts en mer ; 140 000 autres ont été sauvés grâce à l'opération « Mare Nostrum ». La moitié d'entre eux s'est enregistrée auprès des préfectures italiennes, les autres sont partis ailleurs – souvent en Suède : le nombre de demandeurs d'asile ici correspond peu ou prou à ceux qui ne sont pas restés en Italie.

Au cours des huit premiers mois de l'année, 58 000 demandes d'asile ont été déposées en Suède, contre 52 000 en 2013. Aux élections générales suédoises de septembre, la droite xénophobe a recueilli deux fois plus de votes qu'en 2010, passant de 5,7% à 12,9% des suffrages. Même pour la riche et tolérante Scandinavie, les gens comme Russom deviennent un problème. A Ange pourtant, nulle trace de ce ressentiment.

En hiver, la température peut descendre jusqu'à -30°C. « J'ai acheté un blouson et des gants, dit Russom. Le froid ne me fait pas peur. Mais je suis triste car je n'ai plus de nouvelles de mon frère Marx depuis le 27 juin. Lui aussi voulait venir en Europe. Chaque jour, je prie pour qu'il ne repose pas au fond de la mer. » Et sa famille ? « Tout ce que je fais, c'est pour eux. J'espère que ma femme et mes cinq enfants pourront me rejoindre bientôt. » Il tire de son portefeuille sa nouvelle carte d'identité. « Je l'ai reçue le 10 septembre, dit-il. Le plus beau jour de ma nouvelle vie. » ■

NICCOLÒ ZANCAN (LA STAMPA)

L'autre filière : par avion

La voie maritime n'est pas la seule qu'empruntent les clandestins. Chaque année, nombre d'entre eux rejoignent l'Europe par la voie aérienne. Le phénomène est difficile à quantifier, mais l'attention des forces de police européennes se concentre sur ces arrivées par avion, souvent au moyen de documents d'identité frauduleux.

Les clandestins ont recours à deux grands types de fraudes, selon Julien Gentile, chef de l'office chargé de la régulation de l'immigration irrégulière à la direction de la police aux frontières. D'abord, celle du *look alike*, surtout utilisée par les migrants d'Afrique subsaharienne : il s'agit d'essayer de passer avec le titre de voyage d'une personne dont la photo d'identité vous ressemble, parfois celle d'un membre de votre famille. L'autre grand type de fraude est lié à ce que les policiers appellent « l'obtention induite » de titres de voyage. Les migrants peuvent avoir fourni de faux documents (certificat de naissance, invitation à un congrès) pour obtenir leur visa. Le passe-

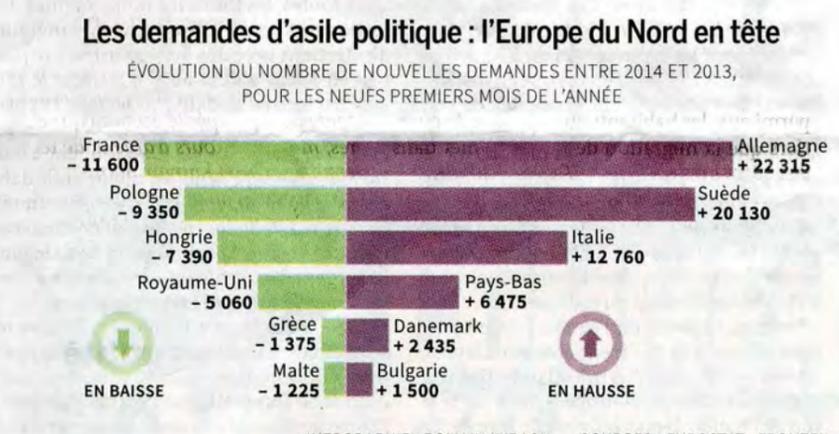
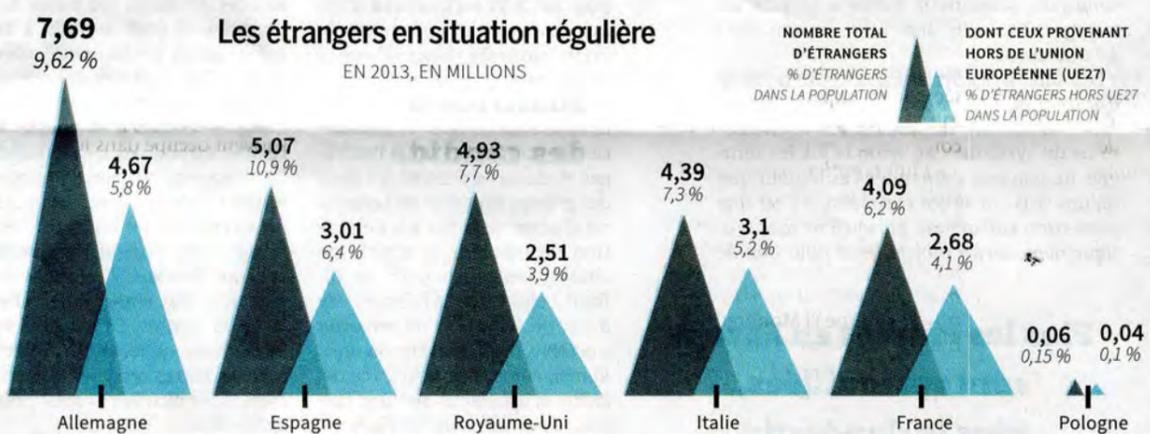
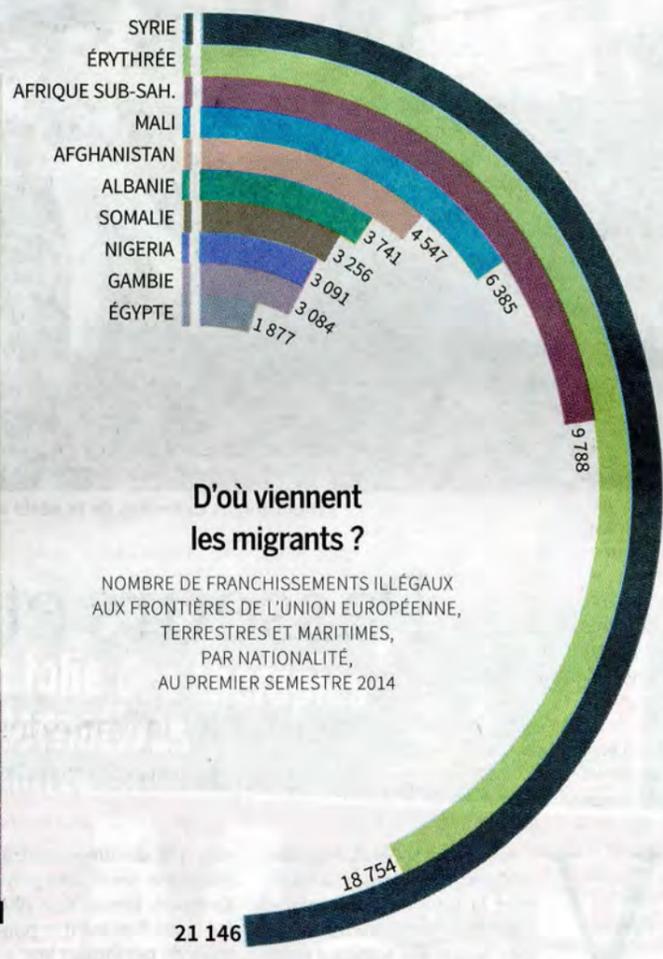
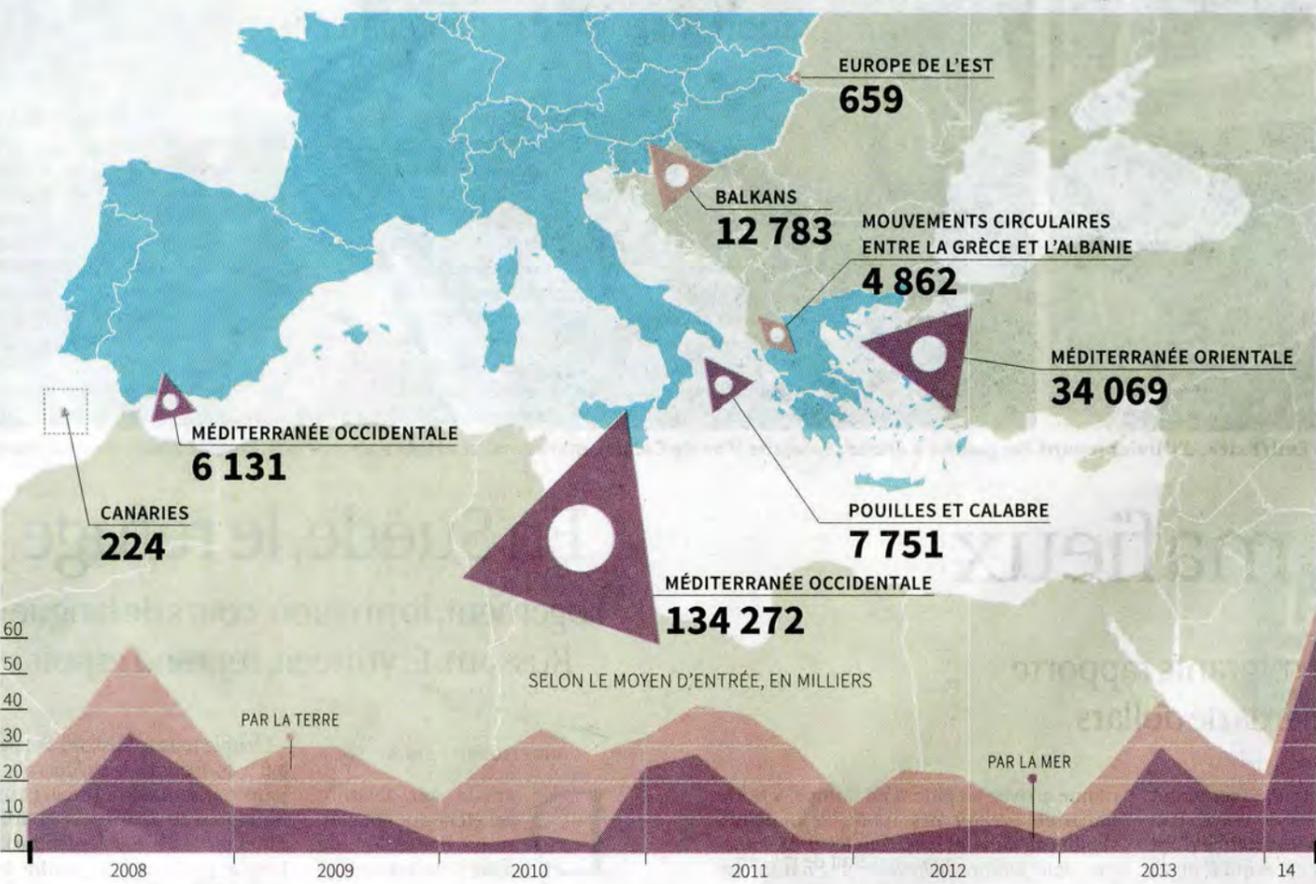
port peut avoir été falsifié en grattant la date de validité, en changeant la photo, ou avoir été contrefait. « C'est un jeu permanent du chat et de la souris. Les réseaux montent sans cesse en gamme », explique Jean-Michel Brevet, chef du bureau spécialisé dans la fraude documentaire (BFD) à la police aux frontières.

Pour contrer cette tendance, le BFD forme chaque année plus de 2 700 agents aux méthodes de profilage et aux techniques de fraudes documentaires. Au niveau européen, un réseau d'échange d'informations et de bases de données comparatives est constamment mis à jour. Car les réseaux de passeurs cherchent à contourner cette expertise, soit en faisant embarquer les migrants depuis des aéroports, en Afrique ou en Amérique latine, où les contrôles sont moins stricts, soit en demandant des visas pour des pays, dans l'espace Schengen ou ailleurs en Europe, où les autorités sont moins regardantes. « L'immigration se fait par rebonds », souligne M. Brevet. ■

ELISE VINCENT (LE MONDE)

De plus en plus, les migrants arrivent par la mer

NOMBRE DE FRANCHISSEMENTS ILLÉGAUX AUX FRONTIÈRES DE L'EUROPE (ESPACE SCHENGEN)
SELON LES ROUTES MIGRATOIRES, ENTRE JANVIER ET SEPTEMBRE 2014



Une logique économique

Souvent perçue comme un coût, l'immigration produit aussi des bénéfices, pour le pays d'origine et pour le pays d'accueil. L'Allemagne et la Turquie en ont fait la fructueuse expérience

ISTANBUL, MUNICH – Envoyés spéciaux

Kemal Sahin a la poignée de main ferme et raffinée, des manières presque désuètes ; lui-même se définit comme « Turc prussien ». Fils de paysan anatolien, il est désormais le chef d'une entreprise germano-turque dont le chiffre d'affaires annuel dépasse le milliard d'euros. Son ascension, il dit la devoir à un mélange d'ardeur prussienne au travail et de talent turc pour l'improvisation, mais aussi à sa connaissance des subtilités de la bureaucratie allemande. S'il a réussi, affirme-t-il, c'est parce qu'il connaît aussi bien la culture turque que la culture allemande.

Kemal Sahin a fait ses études à Aix-la-Chapelle. Après avoir décroché son diplôme d'ingénieur, en 1982, il n'a pas obtenu de permis de travail et a frôlé l'expulsion. En Turquie, les généraux avaient pris le pouvoir et Kemal ne voulait pas rentrer. Avec les 5 000 deutesche marks qu'il avait gagnés en travaillant à la mine comme étudiant salarié, il a ouvert une boutique d'articles-cadeaux. Aujourd'hui, sa holding est une entreprise de textile qui travaille dans le monde entier et produit aussi bien en Turquie qu'en Inde, en Chine, en Égypte et en Jordanie. A 59 ans, Kemal Sahin

fournit les maisons de mode européennes, et travaille avec des producteurs de cinéma comme Walt Disney et Warner Bros. De 2004 à 2006, il a été président de la Chambre de commerce germano-turque, dont le siège est à Istanbul.

« Je me suis hissé vers le haut à coups de poing », dit Kemal. A présent, il voudrait transmettre son expérience : « 35 % des enfants qui naissent aujourd'hui en Allemagne sont issus de l'immigration », souligne-t-il. L'économie allemande « aura besoin de ce potentiel ».

Mais la Turquie, elle aussi, a besoin de gens comme Kemal Sahin. C'est grâce à eux qu'elle est devenue un « Etat-tigre », dépassant le statut de pays émergent. Aux yeux du politologue allemand Claus Leggewie, la Turquie est un parfait exemple d'évolution migratoire réussie. Le départ de centaines de milliers de Turcs vers l'Europe du Centre et du Nord a donné naissance à des « cohortes à haut degré de mobilité » qui « évoluent entre la Turquie et l'Europe (et sur le marché mondial), sans pour autant abandonner totalement leur identité nationale ». De tels cosmopolites ont enrichi la vie culturelle, « mais aussi les entreprises transnationales et la diplomatie internationale ».

Les hommes migrent depuis les temps bibliques, mais jamais ils n'ont été aussi nombreux

Selon la Banque mondiale, un immigré investit en moyenne 20 % de ses revenus. Ce qui représente, au niveau mondial, plus de 2 000 milliards de dollars par an

à se déplacer. Selon l'ONU, un quart de milliard d'humains vivent en dehors des frontières de leur pays natal, soit à peu près la population du Brésil. L'objectif de la plupart des migrants, ce sont les pays industrialisés. Lesquels ont une tendance forte et croissante à considérer l'immigration comme une menace pesant sur leur niveau de vie et leurs caisses sociales. Or, comme l'a constaté dès 2011 l'hebdomadaire britannique *The Economist*, en s'appuyant sur une étude de l'université américaine Duke, les migrants ont tendance à travailler dur et à faire preuve d'innovation : ils constituent un huitième de la population des Etats-Unis, mais ont fondé un quart de ses entreprises de technologie et d'ingénierie.

La Banque mondiale estime qu'un immigré épargne en moyenne 20 % de ses revenus pour les investir. Les migrants génèrent ainsi, au niveau mondial, plus de 2 000 milliards de dollars par an – un potentiel gigantesque que beaucoup de pays n'ont, selon l'institution, absolument pas identifié.

Bien sûr, il est difficile d'intégrer à un modèle économique une expulsion de masse ou de grandes vagues de réfugiés comme ceux de Syrie : les effets secondaires de ces phénomènes peuvent aller jusqu'à la déstabilisation des Etats voisins. Mais la migration volontaire, même nourrie par la détresse ou la pauvreté,

INFOGRAPHIE : ROMAIN IMBACH SOURCES : EUROSTAT ; FRONTEX

Bientôt 7,5 millions d'Européens en moins

Le déclin démographique de l'UE plaide en faveur de l'immigration. Mais il faut l'adapter aux besoins en emplois

511

milliards de dollars

C'est le montant total des transferts d'argent effectués par des émigrés vers leur patrie d'origine en 2013, selon le centre de recherche américain Pew. Ce chiffre a triplé depuis l'an 2000.

présente des avantages pour le pays d'accueil. Mieux les immigrés sont formés, plus ces avantages sont nombreux. D'où les efforts de beaucoup d'Etats industrialisés, comme l'Australie et le Canada, pour attirer des personnes qualifiées par le biais de systèmes de points ou d'autres modèles.

Contrairement aux idées reçues, en Allemagne, selon une étude de la Fondation Bertelsmann, les citoyens étrangers perçoivent moins d'aides sociales que les Allemands. Si l'on en croit *The Economist*, il n'en va pas différemment en Grande-Bretagne. Dans des pays industrialisés comme l'Allemagne, la migration ne fait pas sensiblement baisser les salaires et n'augmente pas le chômage de manière notable, constate Herbert Brücker, chercheur spécialiste des migrations à l'université de Bamberg. Et selon l'indicateur du « vivre mieux » de l'Organisation de coopération et de développement économiques, des pays d'immigration comme le Canada ou l'Australie s'en sortent mieux en matière de santé, de bien-être et de logement.

Naturellement, il y a aussi des perdants : parmi eux, les habitants autochtones de quartiers que la migration de pauvreté met dans des situations sociales difficiles. Mais les migrants apportent aussi une activité économique, notamment en créant de petites entreprises. « Les entreprises de migrants ne se situent ni dans un monde parallèle ni dans la périphérie », souligne un rapport de l'Institut für Mittelstandsforschung (institut pour la recherche sur les PME) de Mannheim. Ces entreprises « emploient aujourd'hui en Allemagne au moins 2,2 millions personnes, soit 18 % des emplois dans les entreprises de taille moyenne dirigées par leur propriétaire ». Elles apportent une contribution croissante à la formation des jeunes. En outre, le plus souvent, les entreprises créées par des migrants ont une activité internationale et gardent un lien avec le pays d'origine du patron : elles aident donc considérablement à l'internationalisation des PME.

Ce rapport attribue aux migrants une « plus forte tendance à l'autonomie » qu'aux autochtones. Rien d'étonnant : celui qui prend le risque d'émigrer a certainement plus de sens de l'initiative et d'esprit d'entreprise que son voisin sédentaire. En Allemagne, le nombre d'autoentrepreneurs a pratiquement triplé depuis le début des années 1990. Et cela fait longtemps que les migrants ne se limitent plus aux épiceries du coin : la « prédominance de l'hôtellerie-restauration et du commerce » a « décliné », affirme une étude de la fondation Friedrich-Ebert (FES). Une entreprise de migrants sur quatre offre aujourd'hui « des prestations de service faisant appel à un haut niveau de connaissances », notamment dans des secteurs comme la pharmaceutique, la technique médicale, la construction de véhicules ou le traitement des données.

En réalité, constate la FES, ce n'est pas le manque de formation, mais souvent le cadre institutionnel qui freine les migrants, par exemple lorsque leurs qualifications ne sont pas reconnues ou qu'ils n'ont pas accès aux capitaux. Les auteurs recommandent donc « de voir les activités entrepreneuriales des migrants et de leurs descendants sous un autre jour que ce que suggère en grande partie le débat public ». L'exemple de la Turquie montre qu'il faut donner du temps à l'évolution : les effets ne deviennent vraiment manifestes dans le pays d'origine qu'au bout de deux ou trois générations.

La sociologue française Laurence Marfaing, qui étudie la migration et le développement économique dans la mondialisation au GIGA Institut de Hambourg, préfère parler de mobilité plutôt que de migration. Elle rappelle que la migration a une longue tradition en Afrique de l'Ouest, où elle est ancrée dans les sociétés. Pour devenir adulte, il faut quitter le village et aller chercher fortune en ville ou, de plus en plus, au-delà des mers. La migration y a une valeur sociale supérieure à ce que l'on

observe en Europe. Les Chinois ont très bien identifié ce caractère moteur de la mobilité africaine et accordent des visas d'affaires aux Africains qui peuvent prouver qu'ils ont un business. Ils sont considérés comme des hommes d'affaires mobiles qui peuvent aussi être utiles à la Chine.

Aujourd'hui, beaucoup de migrants latino-américains rentrent chez eux et investissent dans leur pays l'argent qu'ils ont économisé, en même temps que leurs idées. Les migrants sont désormais un vecteur du progrès social dans leur pays d'origine, sur la question de l'égalité des sexes notamment, et ils ont été à l'origine de processus de démocratisation, estime Thomas Faist, chercheur sur la migration à l'université de Bielefeld.

Contrairement à ce que craignent beaucoup d'habitants des pays industrialisés, les migrants qui viennent pour rester sont une minorité. Le Fonds des Nations unies pour la population le constate : « La migration est souvent limitée dans le temps et circulaire ; beaucoup de migrants gardent un lien avec leur pays natal. Ils apportent des contributions importantes à la prospérité économique des pays hôtes, mais les retours d'argent, de technique, de capital social et humain dans les pays d'origine ont eux aussi un grand impact sur la réduction de la pauvreté et l'évolution économique. »

Qui migre acquiert flexibilité et spontanéité, d'immenses avantages dans un monde globalisé

Quand les migrants reviennent dans leur ancienne patrie avec l'expérience qu'ils ont acquise, la fuite des cerveaux peut se transformer en afflux de cerveaux.

Selon le centre de recherche Pew, aux Etats-Unis, les transferts d'argent effectués par des émigrés vers leur patrie d'origine s'élevaient en 2013, dans le monde, à 511 milliards de dollars (plus de 402 milliards d'euros). Le chiffre a triplé depuis l'an 2000. Ces transferts d'argent constituent un facteur économique mondial : dans certains pays en développement, comme le Nicaragua, ils constituent la principale source de revenus, supérieure à l'aide au développement ou aux revenus tirés de l'exportation. La Banque mondiale considère aujourd'hui ces transferts d'argent comme un financement idéal du développement, puisque les personnes concernées décident elles-mêmes de l'utilisation des fonds, explique Thomas Faist. Il recommande à l'Union européenne d'autoriser de manière sélective la migration à court terme, car elle peut déboucher sur une mobilité supérieure, mais aussi sur un retour plus fréquent.

L'historien Fernand Braudel a jadis qualifié la migration de phénomène « inéluctable » de la civilisation. Qui migre acquiert flexibilité et spontanéité, d'immenses avantages dans un monde globalisé. Les entreprises actives à l'international l'ont bien compris, et recrutent de plus en plus d'étrangers : les migrants y ont la réputation d'être mobiles, ouverts, résistants, d'avoir le goût du risque et le don des langues. Ils sont de plus en plus souvent plus qualifiés que les autochtones. En Allemagne, 29 % des migrants sont diplômés de l'enseignement supérieur, contre 19 % de la population totale. On peut tout à fait considérer les migrants comme une menace, mais cette menace vise moins le système social ou le niveau de rémunération du monde riche que son autosatisfaction et son inertie. ■

ROLAND PREUSS, CHRISTIANE SCHLÖTZER ET SEBASTIAN SCHOEPP (SÜDDEUTSCHE ZEITUNG)

Pour la première fois, la population en âge de travailler (15-64 ans) dans l'Union européenne a commencé à décroître cette année. Le phénomène va se prolonger : d'après les projections de l'UE, cette population perdra 7,5 millions de personnes d'ici à 2020, soit une baisse de 2,2 %. L'Allemagne, l'Espagne et la Pologne devraient être les pays les plus touchés. Seuls le Royaume-Uni, la Belgique, la Suède et l'Irlande devraient voir leur population d'âge actif augmenter d'ici à 2020.

Enorme défi pour l'Europe, cette baisse démographique a une cause identifiée de longue date : le vieillissement de la population. Cette tendance s'accompagnera en Allemagne d'une diminution de sa population globale, tandis que celle de la France augmentera, en raison de son excédent de naissances. Selon la Commission européenne, le taux de dépendance des personnes âgées devrait atteindre 30 % dans l'UE en 2060, alors qu'il était de 17 % en 2010.

Suffirait-il de recourir à la main-d'œuvre étrangère pour combler les déficits européens ? Cette idée forte, qui a longtemps eu cours, est aujourd'hui contestée par les experts. Les mécanismes en jeu sont beaucoup plus complexes.

« L'immigration ne résout ni le vieillissement démographique, ni le problème du taux de remplacement des inactifs par des actifs pour le financement des retraites, ni les tensions sur le marché du travail, résume El Mouhoud Mouhoud, professeur d'économie à l'université Paris-Dauphine. Pour autant, l'immigration est indispensable. »

Entre 2000 et 2010, les immigrés ont représenté 70 % de l'augmentation de la population active en Europe, indique l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Si les migrations peuvent contribuer de façon importante à l'accroissement de la population active, leur capacité à contrer les effets du vieillissement de la population dépendra de l'adéquation entre les besoins en main-d'œuvre et les compétences des migrants. Quelles politiques faudra-t-il alors adopter pour favoriser cette convergence ?

« Il faut tenir compte de l'évolution de la main-d'œuvre et des besoins futurs en compétences », fait valoir le dernier rapport de l'OCDE, réalisé en collaboration avec la

Commission européenne et publié le 18 septembre. En d'autres termes, l'enjeu est de maintenir des gains de productivité, compte tenu des évolutions technologiques.

L'immigration ne sauvera pas les systèmes de retraite. Les immigrés vieillissant autant que les nationaux, il faudrait, pour atteindre cet objectif, doubler chaque année le nombre des entrées. De même, la baisse du chômage ne compensera pas, à elle seule, les besoins dans certains secteurs économiques.

« Un autochtone ne se mettra pas à travailler au marteau-piqueur, car cette tâche reste insupportable pour lui. Même si on augmentait les salaires de 50 %. De même, les emplois dans le bâtiment ont toujours été des postes non substituables, constate M. Mouhoud. Les immigrés ne

Tout l'enjeu est de faire coïncider les besoins en main-d'œuvre avec les qualifications des candidats à l'immigration

sont pas moins réticents que les autres à occuper ces emplois mais ils ont moins le choix. »

Les besoins en main-d'œuvre ne concernent pas tant les emplois les moins qualifiés que les professions dites « intermédiaires ». Jusqu'à présent, la mobilité intra-européenne – notamment celle des Roumains, des Bulgares et des Polonais – a joué le rôle de variable d'ajustement dans les secteurs peu qualifiés comme le bâtiment et l'agriculture. « Autrefois, on avait besoin de bras ; actuellement, les carences concernent des emplois d'artisan, d'aide-soignant ou de technicien spécialisé », explique Jean-Christophe Dumont, responsable du département migrations de l'OCDE.

Tout l'enjeu est donc de faire coïncider les besoins en types de main-d'œuvre avec les qualifications des candidats à l'émigration. On en est encore loin. Actuellement, les immigrés sont surreprés-

sentés aux extrémités de l'échelle : sur les emplois très peu qualifiés et sur les postes hautement qualifiés. Leur niveau de formation s'est amélioré progressivement. Certains candidats ont le même nombre d'années d'études que les ressortissants des pays d'accueil, mais plusieurs barrières se dressent devant eux.

D'abord, à niveau d'études égal, les compétences ne sont pas toujours équivalentes à celles obtenues en France, au Royaume-Uni ou en Allemagne, estime l'OCDE. Lorsque ces compétences sont suffisantes, ce sont les diplômes qui ne sont pas reconnus. Autre problème : la maîtrise de la langue nationale. Les politiques de formation restent insuffisantes en Europe.

Les employeurs se heurtent, eux aussi, à plusieurs obstacles. Les législations sur l'immigration sont souvent illisibles, en particulier pour les petites et moyennes entreprises, celles précisément qui sont créatrices d'emplois et qui souffrent le plus de pénurie de main-d'œuvre. Seuls les grands groupes ont les moyens de savoir où chercher de la main-d'œuvre qualifiée. A l'autre extrémité, « vous n'allez pas choisir votre garde d'enfant ou votre femme de ménage sur Internet », souligne M. Dumont. Ce type d'emplois est souvent occupé dans le pays d'accueil par une population en situation irrégulière ou précaire.

Lever les barrières à l'emploi et libéraliser la réglementation sur l'immigration n'est pas pour autant la solution idéale. Depuis 2008, la Suède expérimente ce système. Une liste des professions en tension est publiée et les syndicats sont consultés sur les niveaux de rémunération. Mais jusqu'à présent, 50 % des recrutements ont concerné des métiers où il n'y avait pas de pénurie, pour des emplois généralement peu qualifiés.

La voie la plus susceptible de combler les déficits européens est celle des étudiants étrangers, « le principal canal de migrations de compétences », selon M. Mouhoud. « C'est le groupe d'immigrés le plus facile à intégrer », renchérit l'OCDE, à condition qu'ils soient incités à apprendre la langue du pays. Il faut ensuite les convaincre de rester dans le pays d'accueil. En France, troisième pays au monde à recevoir le plus d'étudiants (288 000 en 2013), seuls environ 15 000 restent chaque année. ■

ELISE VINCENT (LE MONDE)

L'Espagne, terre d'immigration, est devenue un pays d'émigration

Avec la crise, l'Espagne voit baisser ses forces vives. Le pays était la deuxième terre d'accueil pour les migrants, seulement devancé par les Etats-Unis. Il est frappé par un taux de chômage de 24,4 %, le deuxième plus important de l'Union européenne. Sa situation a changé du tout au tout : depuis 2011, au lieu de gagner des habitants, l'Espagne en perd par milliers.

Arrivés au plus fort du boom immobilier, les ressortissants étrangers repartent, résignés, dans leurs pays d'origine. Ils trouvaient du travail dans le bâtiment ou occupaient les emplois dont les Espagnols ne veulent pas. Certains avaient fait venir leur famille et s'étaient installés dans des logements achetés grâce aux prêts que les banques espagnoles accordaient avec légèreté. Ils font à présent le voyage en sens inverse. Les Espagnols s'en vont aussi, hautement qualifiés pour beaucoup d'entre eux. Las d'envoyer des CV que nul ne prend la peine de lire à des entreprises qui ne recrutent pas, ils vont tenter leur chance ailleurs. Comme leurs parents et grands-

parents dans les années 1950 et 1960, au temps de la dictature franquiste.

Les chiffres de ce double exode traduisent sans équivoque l'hémorragie de population que connaît l'Espagne. En 2013, 547 890 personnes ont quitté le pays, dont 469 584 étrangers. En 2012, ce chiffre était de 220 130. Marocains, Roumains, Equatoriens, Colombiens et Boliviens sont les plus nombreux à partir. La cote d'amour pour l'Espagne semble également pâlir chez les Britanniques et les Allemands, face à la pression fiscale et aux prix élevés de l'immobilier. En revanche, avec la crise, les Chinois et les Russes sont plus nombreux à arriver, attirés par les opportunités d'investissement d'un pays où tout est à l'encan.

Les étrangers rentrent au pays vers lequel, dans les années prospères, ils envoyaient régulièrement de l'argent. Et les Espagnols partent pour des pays où les taux de chômage sont inférieurs, tels que le Royaume-Uni (6,4 %), la France (10,5 %) et l'Allemagne (4,9 %). L'Espagne se vide. ■

NATALIA JUNQUERA (EL PAIS)

« Mare Nostrum », le dilemme de Bruxelles

L'opération lancée en octobre 2013 a sauvé des dizaines de milliers de migrants. Mais l'Italie ne veut plus payer seule, ni encourager les départs. La solidarité des Etats-membres se fait attendre

BRUXELLES - Correspondant

Fin août, Bruxelles est à moitié orpheline. La plupart des fonctionnaires de l'Union européenne sont en vacances au moment où l'Italien Angelino Alfano, ministre de l'intérieur de Matteo Renzi, fournit dans les locaux de la Commission un exemple concret du casse-tête de la politique européenne sur les réfugiés. M. Alfano, dont le pays occupe la présidence tournante de l'UE, déploie ce jour-là un écran de fumée qui va alimenter l'irrésistible spirale du pessimisme sur cette question.

L'Italien passe une heure dans le bureau de Cecilia Malmström, la commissaire aux affaires intérieures de l'UE. Ensemble, ils évoquent l'opération italienne de sauvetage des migrants, « Mare Nostrum », qui a vu le jour fin octobre 2013, après la catastrophe maritime de Lampedusa et ses 366 morts. A l'époque, c'était la panique, il fallait agir à tout prix. M^{me} Malmström elle-même a plaidé publiquement pour des patrouilles dans l'ensemble de la Méditerranée. Les promoteurs de « Mare Nostrum » ont imaginé une opération de moindre envergure : les navires de la marine italienne ont été envoyés dans les eaux internationales, à la frontière maritime de la Libye. Les Italiens ont ainsi sauvé des flots plusieurs dizaines de milliers de personnes ; Cecilia Malmström, les gouvernements européens et les ONG les ont chaudement félicités.

Puis les Italiens ont fait leurs calculs : le coût de l'opération atteignait 9 millions d'euros par mois. Et ils n'ont pas tardé à constater que les pays européens partenaires de « Mare Nostrum » se sen-

taient assez peu concernés. « Au Conseil, nous avons demandé assez tôt si d'autres pays contribueraient financièrement. Mais nous n'avons rien eu du tout. De personne », dit un diplomate italien à Bruxelles. Au lieu de cela, les Etats membres ont reproché de plus en plus clairement aux Italiens d'avoir créé avec « Mare Nostrum » un *pull factor* : un facteur d'attraction.

L'opération a engendré des effets pervers : les passeurs ont envoyé des gens en mer à bord d'embarcations de plus en plus précaires

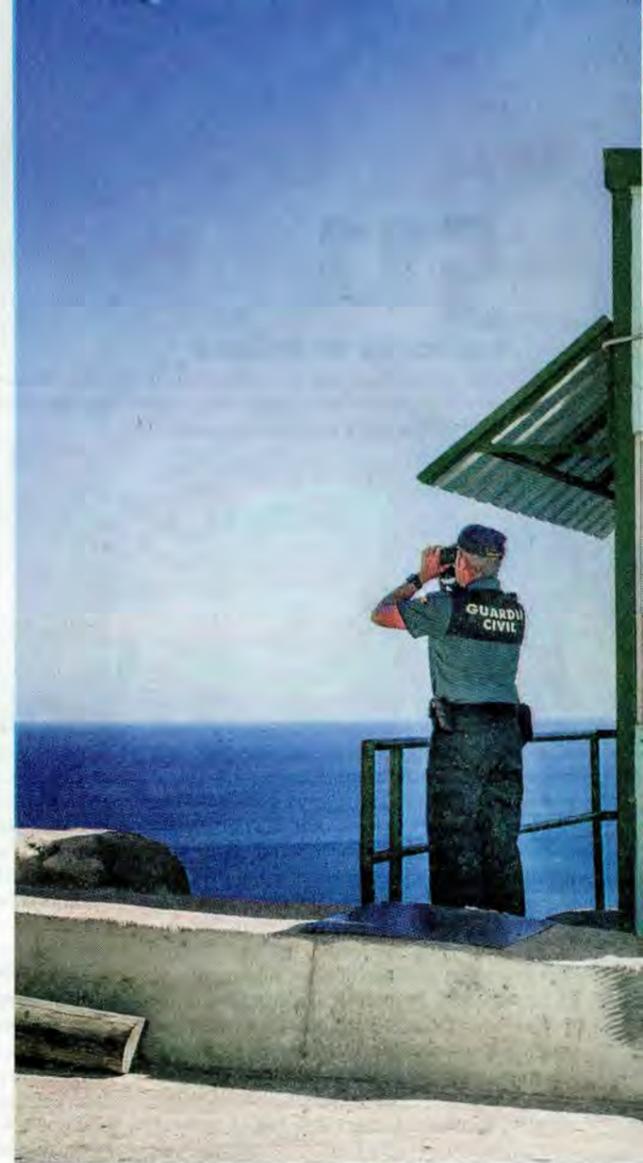
Gil Arias-Fernández, chef de Frontex, l'agence de protection des frontières de l'Union européenne, est l'un des rares à dire ouvertement qu'un tel *pull factor* peut légitimement exister. Après la mise en place de « Mare Nostrum », le nombre des fugitifs, disait-on, s'est multiplié, c'était parfaitement visible. Mais pour M. Arias, « rien n'est plus fort que le push factor » : le désespoir est devenu si profond dans de grandes régions de l'Afrique et du Proche-Orient, dans des pays comme la Syrie ou la Somalie, l'Irak ou l'Erythrée, que leurs habitants sont tout simple-

ment poussés vers l'Europe, quel que soit le coût de l'entreprise. Quitte à y laisser leur vie.

« Mare Nostrum » a engendré des effets pervers. Les passeurs ont envoyé les gens en mer à bord d'embarcations de plus en plus précaires. L'organisation de l'ONU pour les réfugiés, le HCR, a constaté, en comparant les chiffres sur deux ans, que le risque statistique de mourir dans ces odyssees avait doublé. Pour le haut-commissaire aux réfugiés, Antonio Guterres, cela signifie qu'il faut améliorer le sauvetage en mer et que les Etats de l'UE doivent collaborer à cette fin. « Personne ne le dit, mais trop d'Etats veulent éviter d'accueillir des réfugiés en Europe », affirme l'un des plus hauts fonctionnaires de l'UE travaillant sur le dossier. Ce qui nous amène à l'écran de fumée d'Alfano – qui aboutit effectivement à une plus forte coopération des Etats membres. Mais cette coopération consiste à faire régresser, pas à pas, le processus qui a débouché sur « Mare Nostrum ».

Irrités par l'attitude de l'Italie qui n'empêche pas les immigrés de poursuivre leur voyage « vers le Nord », beaucoup d'Etats de l'UE souhaitent désactiver « Mare Nostrum ». Dans le même temps, en Italie, les populistes de droite ne veulent pas d'immigrés et dénoncent la déferlante des demandeurs d'asile. Le problème, c'est que mettre un terme à une opération qui a sauvé des dizaines de milliers de vies n'est pas très populaire.

M. Alfano, à Bruxelles, a donc eu recours à une ruse. Il a annoncé qu'une opération, baptisée « Frontex plus », prendrait la place de « Mare Nostrum ». « Frontex plus », ça sonne européen. Il était prévu que les navires italiens ne se rendraient plus à la limite des eaux libyennes pour trouver des naufragés, mais attendraient



l'ordre d'intervenir depuis leurs propres eaux territoriales.

Mais voilà : personne à Frontex n'avait été informé des projets du ministre italien. Gil Arias-Fernández n'a pas tardé à faire savoir publiquement que son agence n'avait ni moyens ni mandat pour une telle mission. Frontex, dont le budget annuel est de 42 millions d'euros, ne dispose ni de navires ni d'avions. M. Alfano a cependant

Indispensables immigrés

Foot et samba à l'hôpital

Renato Lupinacci, chirurgien brésilien, exerce à la Pitié, à Paris



JULIE BALAGUÉ POUR « LE MONDE »

IL EST BRÉSILIEN, il a aussi un passeport italien, mais c'est à Paris que Renato Lupinacci exerce comme chirurgien digestif – à la Pitié-Salpêtrière, le plus gros groupe hospitalier public de la capitale, établissement d'excellence. A 28 ans, il a rejoint les quelque 20 000 médecins et chirurgiens titulaires de diplômes étrangers, un groupe en augmentation constante qui constitue aujourd'hui près de 10 % du corps médical en France.

Pourquoi la France ? Avec un père chirurgien digestif aussi, des études et un internat dans la faculté renommée de Sao Paulo, la « voie royale » lui était assurée au Brésil. Il a préféré aller

voir plus loin. Il a bien pensé aux Etats-Unis, mais il aurait dû au départ y faire de la recherche. Va donc pour l'Europe. Italie, France, Allemagne ? Il n'avait plus aucun lien avec la première ; l'allemand lui semblait trop difficile. Il a donc choisi Paris, parce que la chirurgie digestive française fait référence et parce que sa faculté a passé un partenariat avec l'organisme qui regroupe les hôpitaux publics de Paris. Cela lui a facilité l'obtention d'un poste, d'un logement et d'un visa.

Arrivé en 2006, il occupe d'abord un poste de « faisant fonction d'interne », puis de praticien attaché associé : en attendant d'obtenir l'autorisation d'exercer en France – un examen difficile –, les médecins immigrés travaillent avec un statut et un salaire inférieurs à leurs confrères titulaires de diplômes français. Cela peut durer des années.

La barrière de la langue Renato Lupinacci, lui, s'y est pris autrement. Grâce à ses grands-parents, émigrés d'Italie au Brésil, il a acquis la nationalité italienne, qui lui a donné accès à l'espace Schengen. Puis, en 2007, il a passé une équivalence de diplôme dans sa langue, au Portugal. Il a alors eu droit à une procédure simplifiée pour exer-

cer en France, où il est revenu en 2011, après avoir épousé une Française.

Après un an à temps partiel, il a trouvé son poste actuel. Tout semble aller pour le mieux. Bien sûr, il a fallu s'adapter à la pratique médicale et à ses concepts « très franco-français ». Lever la principale barrière, celle de la langue, qui n'est pas un problème pour ses confrères qui viennent d'Afrique ou du Maghreb. Il a tout fait pour : « Hugo, Zola, j'ai lu quarante bouquins en un an. »

Le côté « foot et samba » des Brésiliens, comme il dit, lui permet de bénéficier d'un « capital de sympathie » auprès des patients. « Pour moi, c'est simple, dit-il, je ne suis pas sûr que ce soit partout comme ça. » Un peu plus de la moitié des médecins immigrés en France viennent, comme lui, de pays extra-européens : 55 % du Maghreb, en premier lieu d'Algérie (42 % du total) ; 10 % de Syrie. Les 9 000 praticiens diplômés de pays européens viennent d'abord de Roumanie (33 %) et de Belgique (22 %). Les hôpitaux recrutent les deux tiers de ces médecins étrangers, surtout pour les urgences et la chirurgie : sans eux, la santé publique française aurait bien du mal à tourner. ■

LAETTITA CLAVREUL ET ELISE VINCENT (LE MONDE)

Cosmopolitisme en cuisine

Khalil, alias « Franco », égyptien, tient une pizzeria à Milan



NICOLA MARFISI/FOTOGRAMMA

« LA PIZZA ? Nous autres Egyptiens la faisons très bien et il y a une raison à cela : longtemps, l'Egypte a été un grand pays agricole, avec son Nil tel un don de Dieu, ses traditions et ses connaissances dans le maniement de l'eau et de la farine. » Tant de mains arabes et de visages du Moyen-Orient dans de si nombreuses pizzerias italiennes, c'est le fruit du mariage de deux traditions. Khalil, que tout le monde appelle « Franco », nous l'explique.

Agé de 52 ans, cet Egyptien a quitté son pays natal pour l'Italie il y a plus de vingt-cinq ans. Cela en fait dix qu'il possède à Milan la pizzeria La Stiva, située dans le quartier de Via Padova, la partie la plus multiethnique de la ville. Son cas est loin d'être isolé. Comme pour tant d'autres métiers traditionnels et manuels, pétrir, garnir et enfourner le plat emblématique de la cuisine transalpine est désormais l'apanage des nouveaux Italiens, originaires d'un autre pays. Et parmi eux, pas de doute : les fils du Nil l'emportent haut la main. Avec savoir-faire et le sourire, ils recréent chaque jour la magie de la pizza :

sa pâte croustillante et digeste, son parfum et son goût originaux. Aujourd'hui, distinguer une pizza « à l'italienne » d'une pizza « à l'égyptienne » relève de la gageure.

D'après les chiffres de fin 2013, plus de 76 000 personnes originaires d'Egypte vivent en Italie et un peu moins de la moitié (34 000) résident à Milan, la ville de la mode et de la vitesse. La ville où se tiendra Expo 2015, qui attirera des gens du monde entier pour parler alimentation et nourriture. La ville, enfin, où les Egyptiens forment une communauté spécialisée et irremplaçable. « J'ai appris à faire la pizza dès mon arrivée, raconte Khalil, auprès d'un Napolitain qui avait 65 ans. Ses fils étaient repartis dans le Sud et il m'a enseigné son art. Maintenant, même si je suis propriétaire, je fais toujours la pâte moi-même. Comme ça, je suis sûr que la pizza est bonne. »

Cinq employés italiens

A Milan, les pizzeraiolos napolitains pur jus sont rares, une dizaine tout au plus. En revanche, ceux qui viennent d'Egypte dépassent les 120. Au four et au pétrin, du matin au soir. La plupart d'entre eux sont ici depuis une dizaine d'années au moins et, comme Khalil, se sont installés à leur compte. Aujourd'hui, ils se plaignent de la récession et de la concurrence chinoise – en cela aussi, ce sont de vrais Italiens. « Lorsque je suis arrivé, la situation était différente, il y avait moins d'étrangers. Mais ensuite, la crise a tout changé », explique Khalil-Franco. Il résiste, avec sa femme qui l'aide au restaurant et quatre enfants nés en Italie. « J'ai cinq employés, tous italiens, par choix. Je ne peux pas me montrer ingrat : je dois et je veux rendre un peu de ce que j'ai reçu. » ■

STEFANO RIZZATO (LA STAMPA)

L'Albanie, eldorado des Italiens

Poussés par la crise, ils tentent leur chance par milliers de l'autre côté de l'Adriatique

TIRANA - Envoyé spécial

Le bureau, au 3 de la rue du Pape-Jean-Paul-II, en plein centre de Tirana, s'appelle Qkr. C'est ici qu'on enregistre les entreprises nouvellement créées. Devant la façade anonyme du bâtiment, Gaetano Motola s'émeut : « Je suis entré ici lundi 10 mars à 11 heures du matin. J'ai payé l'équivalent de 72 centimes d'euro. Et le lendemain, à midi pile, j'avais entre mes mains tous les documents nécessaires pour ouvrir mon restaurant. Incroyable... »

L'établissement de cet Italien, La Flèche de Cupidon, fête ses six mois d'existence. On y sert des spaghettis à la tomate, des côtelettes, des *strascinati*, des tripes. Ce restaurant, c'est l'expression concrète du début de sa nouvelle vie à l'Est. Gaetano Motola gagnait 6 000 euros par mois en décorant des navires de croisière. Il a été licencié, comme nombre de ses collègues, à cause de la crise. Trois ans durant, il s'est essayé à la restauration en Italie, en vain. Maintenant, c'est à Tirana qu'il joue sa dernière carte. Italien d'Albanie. Emigré à l'envers.

Qui l'eût cru ? Au début des années 1990, c'étaient les Albanais qui faisaient le voyage. Ils voulaient rejoindre « L'America », comme ils appelaient l'Italie, découverte dans des émissions télévisées captées de l'autre côté de l'Adriatique. Des histoires épiques. Comme celle de ce navire marchand, le *Vlora*, entré dans le port de Bari le 8 août 1991 avec à bord 23 000 migrants albanais. Aujourd'hui, c'est une tout autre histoire. Outre les nombreux Al-

banais déçus qui rentrent chez eux (87 000 entre juin 2010 et juin 2014), voilà que des Italiens tentent à leur tour leur chance dans un pays plus pauvre.

« J'avais 200 000 euros de côté, explique Gaetano Motola, que j'ai décidé d'investir dans ma passion pour la cuisine. Mon frère et moi avons ouvert un restaurant à Mombaroccio, un petit village médiéval des Marches. Ce ne sont pas les clients qui manquaient, mais 70 % des recettes finissaient dans les caisses de l'Etat. On travaillait pour rien. Ici, c'est différent : en Albanie, les taxes ne peuvent pas dépasser 20 %. » Nous sommes dans le quartier du Blloku, derrière la Sky Tower. Des bars, des bureaux, des centres d'appel. Une vie grouillante. Chaque nuit, c'est à qui mettra la musique le plus fort. Les filles dansent dans la rue.

«L'Italie des années 1960»

L'Albanie rêve d'intégrer l'Union européenne. Mais c'est justement parce qu'elle n'en fait pas encore partie que Gaetano Motola est venu ici. « Quand nous faisons 30 couverts par jour entre le déjeuner et le dîner, explique-t-il, cela nous rapporte 17 000 euros par mois. 3 400 pour les taxes, 1 000 pour le salaire du cuisinier et des deux serveurs, 3 000 pour l'achat de matières premières de qualité et 200 pour l'électricité. Ce qui nous laisse 9 400 euros par mois. Une fortune partout, et particulièrement ici. »

D'après les chiffres fournis par Erion Veliaj, ministre de l'aide sociale et de la jeunesse, 22 000 Italiens sont entrés en Albanie en 2014 (dont 80 % pour des rai-

sons économiques). 1 700 autres détiennent déjà un permis de séjour permanent pour motif professionnel. Parmi eux, beaucoup d'entrepreneurs ayant fait faillite, en quête d'une seconde chance, mais aussi ceux qui émigrent à l'Est sans volonté de s'enrichir.

Comme Paolo Picci, un expert en marketing d'entreprise sur le Web, parti d'Ancone pour s'installer à Scutari. « L'Italie connaît un déclin continu. Je préfère commencer tout en bas de l'échelle avec la certitude de grimper. Ici, mon salaire est déjà passé de 400 à 1 000 euros par mois. J'en vis bien. L'Albanie d'aujourd'hui, c'est l'Italie des années 1960. »

Le quartier Blloku abrite le siège d'IDS, l'un des plus gros centres d'appel de Tirana. Cinq cents employés s'y relaient de 7 heures à 21 heures. Avoir aimé l'Italie offre à des nombreux jeunes Albanais la possibilité d'avoir un travail : ils répondent aux clients des opérateurs téléphoniques italiens. Parmi eux, une surprise : Maria Lucia Aversa, 25 ans, originaire de Cassano all'Ionio, en Calabre. « Il faut un peu de courage pour émigrer, dit-elle. Mais maintenant, au moins, avec mon mari, on a un salaire garanti, on sort le soir. On ne manque de rien. Tout le monde est gentil avec nous. »

« Les Italiens sont des Albanais habillés en Versace. » Cette boutade du premier ministre, Edi Rama, est sans doute une simplification excessive, mais la ressemblance entre les deux peuples est indéniable. Comme une réminiscence. Les Italiens vont en Albanie retrouver quelque chose qu'ils ont perdu : l'espoir. ■

NICCOLÒ ZANCAN (LA STAMPA)



Des gardes civils espagnols surveillent l'enclave de Melilla, en juin 2012.

JULIAN RÖDER/OSTKREUZ/PICTURE TANK

fini par s'imposer. L'opération « Frontex plus » a simplement été rebaptisée « Triton ». « Elle remplacera la mission « Mare Nostrum », a claironné M. Alfano devant le conseil des ministres de l'intérieur à Luxembourg.

Le moins pourrait se révéler un plus. M. Arias, le patron de Frontex, est convaincu que la fin de « Mare Nostrum » réduira le nombre des fugitifs, et du même coup celui des morts, en Méditerranée.

née. A cette conviction s'oppose le pessimisme de ceux qui, regardant de l'autre côté de la mer, ne voient pas baisser le nombre de candidats à l'exil. Et redoutent que les passeurs répondent à leur manière à un retrait des navires de sauvetage : en coulant purement et simplement un bateau contenant des centaines de personnes, comme ils l'ont fait en septembre. ■

JAVIER CACERES (SÜDDEUTSCHE ZEITUNG)

Labo sans frontières

Trevor Lawley mène ses recherches sur le génome au Royaume-Uni



DR

espère que certains d'entre eux repartiront dans leur pays pour y diriger des recherches », ajoute-t-il. Les étrangers représentent une minorité significative sur le millier de chercheurs employés par le Sanger Institute. Un sur cinq est européen, un sur sept est originaire de pays plus lointains. Les équipes de recherches de Sanger comptent des ressortissants de 61 pays.

Interractions profitables

La diversité est un facteur essentiel d'efficacité. « L'expérience de mes collègues kényans, avec qui je travaille sur les maladies infectieuses, est extrêmement différente de la mienne. Ils ont manifestement une bien meilleure approche de la fièvre typhoïde ; on les sent plus impliqués. C'est passionnant pour moi de voir de quelle façon travaillent les hôpitaux de Nairobi. C'est pour nous un rappel à l'ordre salutaire. De telles interactions ne peuvent être que profitables. »

Dans le domaine scientifique, ce sont les personnes elles-mêmes qui maintiennent les frontières ouvertes. « L'envie de collaborer avec ceux qui partagent vos centres d'intérêt explique en partie la bougeotte. Je suis venu à Cambridge pour travailler avec un chercheur dont j'avais fait la connaissance à Stanford. Mon mentor est très connu. Il disposait des financements dont j'avais besoin. C'est une communauté de recherche. »

DANS UN MONDE où pandémies, effets du changement climatique et autres menaces se jouent des frontières, Trevor Lawley estime qu'il faut autoriser les scientifiques à faire la même chose. Depuis sept ans, ce Canadien vit au Royaume-Uni, où il occupe un poste à responsabilités au Wellcome Trust Sanger Institute, le plus grand laboratoire britannique de recherche en génomique. Sans la collaboration de collègues étrangers, souligne-t-il, il n'aurait pas pu développer son « médicament bactérien » novateur.

« Les scientifiques sont de grands voyageurs », observe M. Lawley. Sa propre équipe comporte des chercheurs indiens, iraniens, britanniques et australiens engagés sous contrat pour trois ans, et lui-même forme un chercheur nigérian. « On

« Comme on apprend constamment de nouvelles techniques, il faut être tout le temps sur la brèche. Nous avons ici un monsieur de 80 ans dont l'esprit est vif comme l'éclair. C'est sans doute dû en partie à l'existence qu'il a menée, à toujours se lancer des défis pour progresser. C'est ce que nous faisons tous en science. Les gens qui vous entourent sont un facteur primordial. »

En 2010, plusieurs grands chercheurs de Sanger ont protesté contre le fait qu'une limitation de l'immigration risquait d'empêcher certains scientifiques de haut niveau d'obtenir un poste. Sanger risquait de perdre sa place de leader mondial et de se faire devancer par ses rivaux américains ou chinois.

Depuis, la situation s'est éclaircie. Selon la classification du service britannique des visas et de l'immigration, le Sanger Institute est classé « sponsor premium » et bénéficie donc de certaines dérogations. Trevor Lawley vient de signer un nouveau contrat et devrait solliciter sous peu un visa permanent. « Beaucoup de gens veulent rentrer chez eux. Au début, c'est ce que je pensais faire. Bien sûr, c'est un peu compliqué sur le plan personnel : j'ai dû laisser ma famille et mes amis au Canada. Mais je suis heureux ici. » ■

NABEELAH SHABBI (THE GUARDIAN)

L'informatique à la russe

Alexander Novikov répare les PC des russophones de Munich



DR

LA MER lui manque, bien sûr. Ils sont loin, désormais, le ressac familial et les ponts qu'on relève les uns après les autres la nuit, sur la Neva, pour laisser passer les grands navires. Alexander

Novikov vient de Saint-Petersbourg. Il vit à Munich depuis trois ans. Comme beaucoup d'autres au cours des deux dernières décennies, il a quitté la Russie pour l'Allemagne. On entend désormais beaucoup parler russe à Munich, à Berlin, Cologne et Hambourg. La plupart de ces immigrés sont des Allemands de Russie, descendants de ceux qui avaient été attirés dans le pays sous Catherine II. Pour Alexander, tous sont des clients potentiels.

Ce Pétersbourgeois de 29 ans est informaticien, ingénieur diplômé, administrateur de systèmes. Mais à son arrivée en Allemagne, ce bagage ne lui a servi à rien. Parlant encore peu l'allemand, à peine l'anglais, il a commencé par faire le tour de tous les petits boulots possibles, y compris dans un supermarché. Puis il a eu une opportunité – ou plutôt, il a su l'attraper au vol. Alexander s'est mis à son compte. Il vivait alors en Allemagne depuis deux ans. En tant que Russe, l'idée ne lui était pas venue tout de suite. Comment l'aurait-il eue ? « Sans relations, en Russie, tu n'as pratiquement aucune chance de fonder une entreprise », dit-il. A Munich, si. « Dix minutes, 40 euros, et j'avais pratiquement ma propre société. »

L'intégration n'est pas un problème pour Alexander. Marié à une Allemande, il parle désormais couramment la langue, mais c'est grâce au russe qu'il travaille. Depuis un an, il répare des ordinateurs, installe des systèmes d'exploitation, éradique des virus, connecte des appareils et en assure la maintenance. Sa clientèle : des entreprises germano-russes, des particuliers russes, des Allemands de Russie. Tous sont heureux de trouver quelqu'un qui parle leur langue. Car Alexander sait qu'en russe, on ne dit pas qu'un ordinateur plante, mais qu'il freine : cela crée une complicité immédiate avec ses clients.

Qualité de vie

La communauté russe est importante en Allemagne, et Alexander n'est que l'un des nombreux spécialistes informatiques venus de Saint-Petersbourg, de Moscou ou d'Iekaterinbourg pour travailler en Europe. Tous ne sont pas venus pour l'amour d'une Allemande : leur motivation est souvent plus matérialiste. Les salaires en Russie sont relativement bas. « Aux Etats-Unis, un programmeur peut gagner en huit heures dix fois ce que gagne son collègue en Russie », affirme Alexander. Et en Allemagne ? « Mon tarif est un peu inférieur, lâche-t-il avec un sourire entendu. Mais ça reste beaucoup plus que dans mon pays natal. »

Il aimerait se développer, embaucher – il faut bien rêver. Revenir en Russie ? « Je ne peux pas l'imaginer. Ici, la qualité de la vie est très supérieure. » Il vit pourtant dans un quartier de Munich, Hasenberg, réputé défavorisé. Qu'importe : « Je me sens bien. Pour les Allemands, ce quartier a peut-être tout d'un ghetto, mais le concierge fait le ménage tous les matins. » ■

FRANK NIENHUYSEN (SÜDDEUTSCHE ZEITUNG)

Tous migrants

Aujourd'hui d'Afrique vers l'Europe, hier d'Europe vers l'Amérique, les migrations scandent l'Histoire. Et demain ?

« Usoni » est le titre d'une nouvelle série TV diffusée au Kenya. Elle s'appuie sur un scénario de science-fiction : en

2063, l'Europe est inhabitable, écologiquement dévastée. Les Européens partent en masse vers le sud. Vers l'Afrique. Le chas d'aiguille qui y donne accès est une île de la Méditerranée, Lampedusa.

Dans l'épisode pilote de la série, que la réalisatrice Cherie Lindiwe a récemment présenté à Nairobi, les images vacillent un peu, c'est une production à petit budget : des vagues sombres claquent sur la coquille de noix à bord de laquelle un jeune couple d'Européens tente d'atteindre l'île. De l'eau clapote sur le pont, l'homme et la femme se serrent fort au milieu des autres voyageurs entassés, angoissés. Derrière eux, il n'y a que l'obscurité : il y a quelques années, tous les volcans d'Europe se sont réveillés d'un seul coup. L'Etna, l'Eyjafjallajökull et quelques autres ont craché dans l'atmosphère d'épais nuages de cendre. La misère s'est condensée sous la couverture de nuages.

Lors de leur fuite en Méditerranée, qu'en des temps meilleurs ils appelaient avec arrogance *mare nostrum* (« notre mer »), les Blancs sont confrontés à d'infâmes bandes de passeurs, aux gardes-côtes, aux vagues. Mais voilà : « *L'Europe est morte, ici il n'y a plus rien* », dit Ulysse, le personnage principal, à son amie enceinte, Ophélie. « *L'Afrique est le seul lieu où nous puissions nous réfugier pour construire quelque chose.* » Sur l'île de Lampedusa, les hommes de la police des frontières leur lancent des regards hostiles.

C'est une expérience intellectuelle excitante et peut-être aussi un fantasme de vengeance africain : *usoni*, en swahili, signifie « avenir ». Lorsque les réfugiés européens atteignent enfin l'Afrique, ils sont confrontés aux brigades des autorités chargées des étrangers et au racisme latent des habitants riches.

Mais « Usoni » décrit une situation qui n'a rien d'irréaliste. Il n'est pas nécessaire de se projeter en 2063. Certes, ce sont aujourd'hui des réfugiés venus d'Afrique qui attendent aux portes de la forteresse Europe. Mais autrefois, les Européens eux-mêmes cherchaient refuge ailleurs. Pendant des siècles, ils ne sont pas venus qu'en conquérants dans les pays lointains : le plus souvent, ils y arrivaient en haillons.

De nos jours, lorsque le ministre de l'intérieur italien Angelino Alfano veut illustrer la menace que représenteraient les réfugiés africains pour l'Union européenne, il aime citer un chiffre effrayant. Pour l'année record que fut 2011, 62 000 Africains ont fait la traversée vers l'Europe. En 2014, selon Frontex, l'agence de protection des frontières de l'UE, plus de 160 000 personnes ont déjà franchi la Méditerranée.

Mais un autre chiffre est beaucoup plus impressionnant. Le flot de réfugiés qui partait jadis d'Europe s'élevait en moyenne à un demi-million de personnes – par an. Et ce pendant un siècle entier, entre 1824 et 1924. Au total, 52 millions d'Européens ont quitté leur terre natale dans ce laps de temps. En 1882, 250 000 migrants ont quitté la seule Allemagne. En comparaison, le calme règne presque aujourd'hui en Méditerranée.

« Give me your tired, your poor/Your huddled masses yearning to breathe free. » C'est ce que l'on peut lire sur une plaque de bronze posée sur le socle de la statue de la Liberté, dans le port de New York. « Donnez-moi vos fatigués, vos pauvres, vos masses blotties qui brûlent du désir de respirer librement » : ce poème a été écrit par Emma Lazarus, elle-même fille d'immigrés juifs. Il y est question, entre autres, des Irlandais fuyant au XIX^e siècle la famine qui avait tué un million de personnes – quatre fois plus que la famine de 2011 en Somalie –, ou de ces Allemands qui, dès le XIX^e siècle et plus encore au début du XX^e, vivaient du mauvais côté de la société. En haut, les boutons dorés et luisants des officiers, en bas, la misère toujours plus profonde des masses. Dans les années qui suivirent la fondation du II^e Reich, en 1871, des centaines de milliers d'Allemands souffraient de la faim et du chômage ; entre 1820 et 1890, ils constituèrent même le plus grand groupe parmi les nouveaux arrivants aux Etats-Unis.

Leur Lampedusa s'appelait Ellis Island. « *Huddled masses* », réfugiés économiques : ils étaient les bienvenus. En Amérique latine, qui attira 20 % des émigrés européens, mais surtout aux Etats-Unis.

Le plus impressionnant, ce sont peut-être les lettres envoyées à l'époque par les migrants allemands. Sur du papier jauni qui se déchire aux plis, tous les espoirs auxquels s'agrippent

aujourd'hui de jeunes boat people africains figurent déjà. Aux Etats-Unis, celui qui fait des efforts « *peut se constituer un petit pécule en peu de temps et mener une bonne vie* », écrit par exemple avec enthousiasme un réfugié allemand, Alvin Schreiter, 33 ans – et c'est précisément ce dont il considérait qu'on l'avait privé au cours de la longue dépression allemande : une vraie chance à saisir. « *Louvrier en Allemagne* » ne pouvait même pas épargner de quoi acheter du pain sec, écrivait-il en 1876.

Au début du XXI^e siècle, certains des Africains qui triment dans les champs en Espagne racontent aussi des histoires à leurs proches restés au pays natal : ils se portent bien, ils sont déjà riches et ne vont pas tarder à venir chercher leur famille. De la même manière, au XIX^e siècle, Alvin Schreiter, venu de Saxe, écrivait : « *Qu'étais-je donc en Allemagne ? Un pauvre type. Et que suis-je en Amérique ? Un homme prestigieux.* » Pendant l'année de crise que fut 1873, il a traversé l'Atlantique par gros temps sur un bateau branlant, avec son épouse et sa fille d'un an, Anna. Sur le pont, il a fallu tout arrimer, écrit-il : « *On vomissait et on chialait tout ce qui pouvait sortir.* » Mais une fois arrivé, il décrit à sa famille un pays de cocagne : « *Ici tout pousse très vite, car il fait très*

chaud. » Les pommes de terre, dit-il, atteignent « *la taille de chopes de bière* ».

En réalité, Alvin Schreiter est toujours dans la misère. C'est ce qu'ont établi les archivistes du Musée de l'émigration de Hambourg, qui conservent ses lettres et les nombreuses autres missives de migrants allemands chassés par la pauvreté. Il fait tout de même savoir à sa mère qu'elle doit venir voir de ses propres yeux ce pays merveilleux : « *Ici elle n'aura pas à souffrir de la faim, car ce n'est pas la mode en Amérique. Partout on donne des banquettes dignes des repas de baptême. Nous mangeons de la viande tous les jours, et à satiété.* »

C'est seulement lorsque son frère s'annonce pour de bon, en 1879, qu'il avoue : « *Je ne te conseille pas de le faire maintenant, car nous sommes dans une mauvaise passe, il y a des centaines de gens qui n'ont pas de travail. Moi j'ai un emploi dans une scierie à vapeur. J'y tra-*



Jeunes Polonais, Norvégien, Allemand et Russe à Ellis Island (New York), en 1913.

UNDERWOOD ARCHIVES/LEEMAGE

vaillé depuis six semaines, mais je n'ai pas encore touché une journée de salaire. » Le sort d'un migrant de fraîche date.

Les passeurs « *profitent du désespoir des réfugiés* », dit aujourd'hui le ministre de l'intérieur italien. L'UE leur a déclaré la guerre, ses armes sont les appareils de vision nocturne et les bateaux rapides de Frontex. Mais c'est dans l'Europe du XIX^e siècle que les passeurs ont atteint le sommet de leur action, ne serait-ce que parce que le nombre des clients potentiels était beaucoup plus important à l'époque. On les appelait « agents d'émigration ». Des hommes qui faisaient miroiter une vie douce en Amérique et qui, moyennant des sommes atteignant une année entière de revenus, organisaient une traversée de l'Atlantique. Les entreprises de transport leur accordaient souvent, en plus, une commission par passager apporté, ce qui les incitait à utiliser des méthodes douteuses – et leur a valu le surnom de « vendeurs d'âmes ». Beaucoup de juifs qui, vers la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, fuyaient les pogroms à l'Est sont passés entre leurs mains ; sans passeport, ils n'avaient pas d'autre choix s'ils voulaient arriver jusqu'aux ports d'où partaient les bateaux, Hambourg ou Rotterdam.

Les politiciens ont souvent traité les passeurs de criminels et les ont accusés de traite d'êtres humains. Mais aujourd'hui, cent cinquante ans plus tard, les livres d'histoire européens portent un regard plus clément sur ces hommes, du moins sur ceux qui ont aidé les affamés et les désespérés, en Europe, à commencer une nouvelle vie. « *Avec la hausse de la demande, il fallait un conseiller qui puisse organiser une émigration et guider celui qui voulait émigrer* », écrit par exemple, compréhensive, l'historienne Barbara Schuttpelz. Certains travaillent dans l'illégalité, admet-elle. « *Mais au bout du compte, ils apportent une contribution essentielle au bon déroulement de l'émigration de masse.* »

Beaucoup de réfugiés ont trouvé dans le Nouveau Monde le bonheur qu'ils cherchaient. Le Rhénan Carl Schurz, par exemple, avait à peine 23 ans lorsqu'il est arrivé, en 1852, et la ville de New York lui a d'abord causé un choc : « *Je me trouvais désormais dans la grande République, le but de mes rêves, et je me*

sentais totalement solitaire et abandonné. » Vingt-cinq ans plus tard, il était ministre de l'intérieur des Etats-Unis, éclairer dans le combat pour l'abolition de l'esclavage et le droit de vote des femmes.

Pour d'autres, l'intégration a été difficile. Alvin Schreiter, ce réfugié qui disait avoir vu en Amérique des pommes de terre de la taille d'une chope de bière, était l'un de ceux qui, au XIX^e siècle, se firent une place dans une société parallèle, la Colonia Saxonia, en Pennsylvanie. De là, il écrivait à sa famille : « *Mais l'Amérique a aussi ses zones d'ombre. Ici s'applique la loi du dimanche, qui interdit de servir bière, alcool ou vin le jour du Seigneur.* »

Lorsque le paquebot surchargé à bord duquel se trouve Elisabeth Philomena Schmidt, 25 ans, dite Else, approche de New York, en 1926, pendant la Prohibition, les passagers sont saisis par cette vision. « *Nous étions tous sur le pont et observions ce sombre bout de pays*, écrit-elle dans une lettre. *L'Amérique ! Allait-elle exaucer nos vœux ? Avant que notre navire arrive dans la zone américaine, tous les hommes étaient ivres. C'est que nul ne savait pendant combien de temps on ne pourrait plus boire de vin.* »

Ils avaient quitté l'Europe pour fuir la pauvreté et les tensions politiques : précisément ce qui motive aujourd'hui en Afrique ces flots de fugitifs, même si ce sont des ruisseaux à côté des fleuves que déversait jadis l'ancienne Europe. La jeune Else, née en 1901, vient d'un quartier misérable de Francfort ; l'Allemagne est retombée dans une profonde dépression, secouée par des coups d'Etat et une série de plus de 300 assassinats politiques perpétrés par l'extrême droite. Trois ans plus tôt, l'hyperinflation a réduit à néant toutes les économies de la famille ; et personne ne sait jusqu'où va encore aller ce fou, en Allemagne.

Aujourd'hui, on dirait peut-être : cela fait penser au Nigeria. Ou à la Libye. Mais moins d'un siècle plus tard, l'Allemagne est dans une bonne situation économique, elle est devenue un lieu auquel aspirent les plus pauvres, au cœur d'une Europe qui dépense beaucoup pour élever des digues autour d'elle. ■

RONEN STEINKE (SÜDDEUTSCHE ZEITUNG)

Traductions

François Pleyber (espagnol)
Gilles Berton (anglais)
Florence Djibedjian (italien)
Olivier Mannoni (allemand)